

**Zeitschrift:** Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

**Herausgeber:** Alliance nationale de sociétés féminines suisses

**Band:** 33 (1945)

**Heft:** 683

  

**Artikel:** Nos prud'femmes genevoises

**Autor:** E.Gd.

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-265474>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

25 AVR 1945

# Le Mouvement Féministe

Paraît tous les quinze jours le samedi

**DIRECTION ET RÉDACTION**  
M<sup>me</sup> Emilie GOURD, 17, rue Töpffer

**ADMINISTRATION**  
M<sup>me</sup> Renée BERGUER, 7, route de Chêne  
Compte de Chèques postaux 1.943

**Organe officiel**  
des publications de l'Alliance nationale  
de Sociétés féminines suisses

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

**ABONNEMENTS**  
SUISSE 1 an Fr. 6.—  
6 mois 3.50  
ETRANGER... 8.—  
Le numéro... 0.25

**ANNONCES**  
11 cent, le mm.  
Largeur de la colonne: 70 mm.  
Réductions p. annonces répétées

Les abonnements partent de n'importe quelle date

Aux femmes suisses majeures domiciliées dans le canton de Genève.

Etes-vous déjà inscrites comme électrices pour les élections de prud'femmes?

Sinon, hâtez-vous de le faire et de faire inscrire vos amies avant le 19 mai prochain, car il s'agit là de mesures intéressant toutes les femmes.

On s'inscrit au Bureau de l'Habitat, 14, Hôtel-de-Ville, 1<sup>er</sup> étage. Apporter ou son passeport, ou son livret de famille, ou son permis de séjour.

## Nos prud'femmes genevoises

Que l'on ne conclue pas de leur silence qu'elles restent inactives: depuis treize ans qu'elles fonctionnent, elles ont fait du bon, de l'excellent travail, aussi bien en conciliation, en jugement ou en appel qu'à la Commission de surveillance des apprentissages; et leurs collègues masculins ne peuvent que le reconnaître lorsqu'ils sont sincères. Mais comme le bien ne fait pas de bruit, leur activité en dehors des cercles professionnels est très peu connue, et il faut le remous causé par une élection et ses préparatifs pour attirer l'attention du public féminin sur le rôle ainsi dévolu aux femmes et sur l'influence directe — et toute nouvelle pour elles — qu'elles peuvent exercer.

Précisons: les tribunaux de prud'hommes, existant à Genève depuis 1897, ont pour but, comme cela se passe dans d'autres cantons et dans d'autres pays, de « juger les contestations s'élevant entre maîtres et ouvriers, patrons et employés, patrons et apprentis, maîtres et domestiques, pour tout ce qui concerne le louage de service, l'exécution du travail et le contrat d'apprentissage. » Et comme, de toute évidence, les personnes relevant de ces diverses catégories ne sont pas uniquement du sexe masculin, il avait paru de la plus élémentaire logique que les femmes pussent être, elles aussi, électrices et éligibles à ces tribunaux, aux jugements desquels elles étaient soumises. Mais la logique, même la plus élémentaire, ne se rencontre pas tous les jours dès qu'il s'agit, en notre beau pays d'Helvétie, de la situation de la femme: il fallut partout mener des campagnes qui aboutirent, dans les cantons de Zurich et de Vaud,

à l'éligibilité sans l'électorat, c'est-à-dire pratiquement à peu de résultats, et à Genève à la clause conditionnelle, aussi bien pour les électrices que les élus, d'une inscription préalable (Neuchâtel et Bâle sont donc les deux seuls cantons admettant des femmes aux tribunaux de prud'hommes qui ne connaissent pas de restrictions). Cette clause conditionnelle, compréhensible à la rigueur une première fois, n'a pu manquer de devenir, lors d'élections suivantes, une source de complications et aussi de frais pour l'Etat, puisqu'elle implique chaque fois l'établissement d'un fichier spécial: aussi l'Association pour le Suffrage demanda-t-elle en 1936 la révision de la loi sur ce point notamment. Une Commission extraparlamentaire, dans laquelle siègèrent trois femmes, fut désignée, qui mit sur pied tout un projet, modernisant aussi la vieille loi de 1897 en ce qui touchait certaines professions féminines dont plusieurs n'existaient pas, il y a quarante ans: le Grand Conseil, auquel ce projet fut soumis, le refusa net, sous prétexte de l'inutilité d'un changement. Et voilà pourquoi, pour la troisième fois, nous sommes obligées de tout recommencer si nous voulons voter!

Pour la troisième fois, en effet. Car bien qu'en 1914 déjà, l'Association pour le Suffrage eût mené campagne pour l'accession des femmes aux tribunaux de prud'hommes, ce n'est qu'en 1930 que la modification constitutionnelle nécessaire fut votée par une grosse majorité d'électeurs (17.000) qui avalèrent cette pilule sans bien s'en douter, enveloppée qu'elle était, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans la confiture d'autres transformations! et le 30 janvier 1932, en application de la loi ainsi amendée, nous votions pour la première fois, après qu'une campagne de propagande menée sur l'initiative de l'Association pour le Suffrage eût mobilisé une véritable foule de femmes électrices — de quoi désorganiser tous les services confortablement paisibles des élections masculines, qui comptaient souvent plus d'élus que d'électeurs! 23 femmes sur 330 juges furent élues pour les professions de l'habillement, de la librairie, du commerce, des carrières libérales et des ménagères. Le 23 novembre 1935, deuxième élection, suivant une nouvelle campagne de propagande; nouvel embouteillage dans des locaux insuffisants où s'empilèrent en cohue 11.000

## La bataille des champs

Malgré le précoce et radieux printemps dont nous jouissons, les travaux des champs se trouvent en retard du fait de la pluie et du froid de l'automne: 100.000 ha. seulement ont été emblavés contre 150.000 l'an dernier. Il importe donc pour récupérer cette lacune que tous ceux et que toutes celles qui le peuvent apportent leur aide à l'agriculture, comme vont le faire ces deux gentilles écolières initiées aux travaux des champs (voir article en 4<sup>me</sup> page).



Photo Pro Juventute

Cliché Mouvement Féministe

électeurs et électrices — que l'on ne dise donc pas que le suffrage féminin écarte les hommes du scrutin! — et élection de 30 femmes pour les groupes de la bijouterie, de l'habillement, des arts graphiques, du jardinage, du commerce, des carrières libérales et des ménagères. Une troisième, puis une quatrième élection auraient dû prendre date, mais la guerre, les mobilisations successives arrêtaient tout, et nos juges prud'hommes, hommes et femmes, sont ainsi restés près de dix ans

en fonctions. Des décès, des démissions ayant causé inévitablement des vides, et la fin de la guerre étant proche, de nouvelles élections ont été fixées au 26 mai prochain, et vu le refus de révision de la loi que nous mentionnons plus haut, tout le travail de nos organisations féminines est à reprendre depuis A jusqu'à Z. Et à reprendre avec une nouvelle génération qu'il faut mettre au courant, renseigner, intéresser à cette tâche, nouvelle aussi pour elle...

## ASSURANCE POUR LA VIEillesse

## RENTES VIAGERES

GARANTIES PAR L'ETAT

RENSEIGNEMENTS

MOLARD, 11

GENÈVE

## Vienne devant son destin

(Souvenirs de conversations féminines en 1936)

En 1936, à l'occasion d'un voyage du Lyceum Club de Suisse à Vienne, le ministre Ludwig, qui détenait alors le portefeuille de la presse, voulut bien m'indiquer le nom de quelques personnes en vue que je pourrais interviewer pour me faire une idée du rôle des femmes dans la société viennoise.

On était au lendemain de l'assassinat du chancelier Dollfus. Un malaise pesait sur la ville, partagée entre un sincère désir d'autonomie et la menace de plus en plus inévitable d'un plébiscite forcé. Aucune situation personnelle n'était nette et sûre. Au grand bal de bienfaisance qui eut lieu dans le palais de Schönbrunn, on reconnaissait les femmes de l'aristocratie ou du monde intellectuel à leur simplicité qui frisait le dénuement; les parvenues de la dernière guerre et de la cinquième colonne à leur élégance sans distinction. Dans les théâtres, il suffisait que l'orchestre fût dirigé par un Israélite, comme Bruno Walter, pour que le spectacle fût troublé par l'éclatant de bombes puantes. Les conversations étaient rendues laborieuses par la méfiance qui se faisait sentir sous le besoin de sympathie pourtant manifeste. Mais dans la rue souriaient encore la bonne humeur et l'insouciance viennoises. Quelques mendiants habilement camouflés guettaient le visiteur ignorant des mesures draconniennes de la police locale, mais leur présence n'enlevait rien au charme ensorcelant de la grande cité musicienne, plongée au centre de la plus pittoresque des campagnes boisées. La

grâce schubertienne des guinguettes de Grinzing où l'on boit le petit vin de la contrée au son des danses populaires, la douceur des soirs dans les squares où des orchestres à cordes égrenent les notes d'une sérénade de Mozart enchantant encore l'hôte de passage. L'harmonie d'un cortège de la Fête-Dieu l'émervillait, lorsque, à travers les rues de Vienne, le pas cadencé des troupes autrichiennes, presque un pas de danse, et le bariolage des costumes nationaux entouaient d'une mouvante guirlande la gravité du chancelier Schuschnigg. Et il y avait aussi ces étranges manifestations organisées par le front patriotique, où le peuple, content d'exprimer son désir de retour à une prospérité disparue depuis 1914, mêlait en une symphonie inattendue les cris apparemment les plus discordants: « Gloire à Dollfus! Vive Starhemberg! Hurrah pour les Habsbourg! Vive le chancelier Schuschnigg!... » paroles qui, en vérité, signifiaient toutes — je ne l'ai compris que plus tard —: Espérons encore contre toute espérance!

Dans cette Vienne inquiète, où mon enthousiasme de touriste ne discernait encore que l'obscurcissement passager d'un monde extraordinairement brillant, je suis allée trouver chez elles, dans des intérieurs souvent modestes, les femmes qui luttèrent pour maintenir le prestige de la Viennoise.

Il ne faut pas perdre de vue que, deux fois, à un siècle d'intervalle, la situation légale et sociale des Autrichiennes se trouva des plus favorables. La législation de 1811 avait donné à la femme un droit absolu sur sa propre fortune. A l'époux incombait toute la charge familiale, et il n'avait le droit d'intervenir dans les affaires

financières de sa femme qu'en cas d'incapacité reconnue de celle-ci. Une telle indépendance économique avait valu aux personnes de l'aristocratie et de la bourgeoisie aisée une liberté d'allure et un prestige social assez exceptionnels. Plus tard, la République de 1918 conféra aux femmes l'électorat complet et l'éligibilité, ce privilège devenant alors celui des représentantes de mouvements politiques nettement déterminés, plus ou moins extrêmes: les socialistes et les chrétiens-sociaux.

Après chacun de ces moments de faveur, le destin social de l'Autrichienne eut à subir une période d'effacement, voire de dure lutte. Une première fois, au cours de la crise industrielle de 1873 — laquelle fut moins une suite de la guerre franco-allemande que la conséquence de la crise américaine des cotons, — alors que nombre de riches Autrichiens furent ruinés, il fallut reconnaître quel instrument précieux l'aisance matérielle avait été pour les femmes autrichiennes de la société. L'une d'entre elles, dont le nom reste vénéré dans les milieux féminins de son pays, Marianne Hainisch, résolut d'enseigner aux femmes que la possession de la fortune n'est pas le seul moyen d'action, mais que ce sont le travail, l'esprit d'initiative et la volonté d'entraide. Elle leur conseilla de se mettre à travailler pendant qu'elles étaient dans une condition indépendante et de lutter pour obtenir que toutes les femmes qui travaillent puissent librement disposer du fruit de leur peine. Ainsi commença le mouvement féministe autrichien qui semblait près d'aboutir à l'obtention du droit de vote lorsque la guerre de 1914 vint l'interrompre, puis que, soudain, en 1918, le triomphe des

révolutionnaires lui apporta un brusque couronnement.

Ce couronnement, lui aussi, devait être suivi d'une période ingrate, où la désunion des partis entraîna, avec la ruine de la patrie, la dissolution du mouvement féminin. Au lendemain de 1918, les femmes occupèrent nombre de places vacantes et furent soutenues par le président du Conseil, fils de Marianne Hainisch. Pour un temps leur influence se fit sentir dans le développement de diverses œuvres de secours. Mais survint la crise industrielle de l'après-guerre, entraînant le chômage et toutes sortes de difficultés économiques, tandis que, sous-jacent à l'effort national, s'affirmait une action politique étrange, soigneusement camouflée, provoquant un état d'insécurité dans toute la vie du pays. Comme les tentatives de résistance patriotiques crurent devoir s'inspirer de la méthode fasciste qui régnait en Italie, elles apparurent à plusieurs comme des trahisons déguisées. D'autre part l'opposition socialiste provoqua une accentuation de la dictature politique qui avait succédé à la révolution de 1918. Il se trouva bientôt que, dans un pays où les femmes semblaient détenir tous les droits civiques, leur influence fut de plus en plus réduite. Les travailleuses se voyaient alors retirer le travail qui fut réservé aux hommes; d'autre part, beaucoup d'entre elles étaient tenues de peiner durement pour compenser le chômage de leur mari ou de leurs fils. Officiellement inexistantes, elles se trouvèrent engagées dans une lutte des plus pénibles.

Sur le plan social, en particulier dans les milieux intellectuels, le prestige personnel de certaines femmes réussit à se maintenir. Comme de

